

L'UE s'enfonce... création d'un tribunal exceptionnel pour juger Poutine !

écrit par Christine Tasin | 27 juin 2025



Volodymyr Zelenskyy, président ukrainien, a signé un accord avec le Conseil de l'Europe instituant un tribunal spécial pour juger les responsables de l'agression russe - Crédit : ZUMAPRESS.com



Volodymyr Zelenskyy, président ukrainien, a signé un accord avec le Conseil de l'Europe instituant un tribunal spécial pour juger les responsables de l'agression russe - Crédit : ZUMAPRESS.com

On n'en peut plus de ces dhimmis, de ces soumis, de ces ennemis des peuples et des patriotes qui suivent le nazi Zelensky en créant une espèce de Cour Pénale Européenne, avec l'espoir de mettre la main sur Poutine, de le juger, de le mettre hors d'état d'ennuire...

Certes, Poutine n'est pas né de la dernière pluie et n'est pas assez fou pour se mettre à la merci de ses ennemis comme l'a fait Boualem Sansal trop confiant, hélas, en la justice d'un Tebboune. Il y a un côté enfantin, naïf, chez Boualem, qui n'a sans doute pas imaginé qu'il pouvait représenter une prise de choix pour le dictateur algérien, il a sans doute cru aussi que sa qualité de citoyen français le mettait à l'abri...

Mais quand même...

J'ai de plus en plus honte d'être Française, d'être européenne... Je sais bien que je ne suis en rien responsable de ce qui arrive, et d'autant moins que depuis des lustres je combats par mes écrits, mes paroles, à visage découvert, en payant un certain prix

pénalement l'islam, la Macronie, le parti de l'Ukraine, l'europhisme et compagnie, mais quand même. **J'ai honte... L'abjection de ces traîtres n'a pas d'équivalent.** Oui tous des traîtres, ils savent tous que les accords de Minsk n'ont pas été ratifiés exprès, afin d'avoir un prétexte pour déclarer la guerre à la Russie en criant Urbi et Orbi que le méchant serait Poutine. Chacun connaît la suite...

On notera en passant que le secrétaire général du Conseil de l'Europe est l'ignoble covidiste Alain Berset, dont notre contributeur Dominique Schwander a mis régulièrement à nu toutes les lâchetés, toutes les trahisons et toutes les soumissions à l'UE soumise à l'OTAN et aux USA de Biden et compagnie.

<https://resistancerepublicaine.com/2023/02/20/vaxxin-et-delit-dinitie-plainte-contre-berset-president-de-la-confederation-helvetique/>

[...]

*Selon Bordachev, les États de l'UE ne se préparent pas à une confrontation militaire directe avec la Russie, mais leur implication en Ukraine et leur dépendance à une stratégie ratée pourraient conduire à une escalade imprévisible des tensions. **De nombreux hommes politiques d'Europe occidentale font dépendre leur carrière de la survie du « régime de Kiev » et sont prêts à prendre des mesures extrêmes pour justifier leurs décisions passées.** Cet égoïsme politique conduit à ne pas reconnaître les erreurs et à ne pas changer de cap.*

[...]

<https://resistancerepublicaine.com/2025/03/13/les-dirigeants-de-lue-constituent-desormais-une-menace-mondiale/>

« Le seul consensus clair en Europe occidentale est le rejet de toute initiative de paix qui pourrait stabiliser l'Ukraine. De plus en plus de représentants de l'UE insistent ouvertement sur le fait que la guerre doit se poursuivre indéfiniment. Dans le même temps, les chefs d'État et de gouvernement des principaux pays de l'UE hésitent entre les menaces belliqueuses et l'aveu qu'ils n'intensifieraient la guerre qu'avec le soutien américain. »

La schizophrénie de l'Europe occidentale n'enthousiasme plus les gens. Pendant des décennies, les principaux dirigeants politiques ont agi dans le vide, sans se soucier de la manière dont leurs actions étaient perçues à l'étranger. Contrairement aux États-Unis, qui agissent parfois de manière agressive pour démontrer leur force, les hommes politiques européens présentent une pathologie très différente, caractérisée par le détachement et l'indifférence. Ils agissent comme des fous, sans prêter attention aux réactions extérieures.

Les élites et la population de l'UE savent qu'il est impossible d'échapper au contrôle américain, même si beaucoup souhaitent secrètement un changement. L'approche de Donald Trump à l'égard des relations transatlantiques devrait être plus dure, mais les élites européennes espèrent qu'à l'avenir les démocrates rétabliront le statu quo. La stratégie de l'UE vise donc à prolonger la situation actuelle aussi longtemps que possible. Les dirigeants européens ne savent pas comment maintenir leurs positions une fois la paix avec la Russie rétablie. Bordatchev conclut :

« La crise ukrainienne est tout simplement la manifestation la plus dangereuse de ce dysfonctionnement »

de longue date. Les responsables politiques de l'UE continuent de se demander : comment pouvons-nous manœuvrer sans avoir à faire quoi que ce soit ? Cette approche passive de la gouvernance n'est plus seulement un problème pour l'Europe : elle alimente activement les conflits et menace la stabilité mondiale.

Traduction google

<https://transition-news.org/die-eu-fuhrer-sind-jetzt-eine-globale-bedrohung>



Où est le moderne Vian qui chantera « et on tuera tous les affreux ? »

Zelensky signe un accord avec le Conseil de l'Europe instituant un tribunal spécial pour juger les dirigeants russes

Le président ukrainien a signé le 25 juin, avec le Conseil de l'Europe, un accord scellant la création d'un tribunal spécial pour juger le crime d'agression contre l'Ukraine. Une juridiction inédite en Europe depuis Nuremberg, pensée spécialement pour poursuivre les plus

hauts dirigeants russes, Vladimir Poutine en tête. Mardi 25 juin, à Strasbourg, le leader ukrainien est venu chercher l'appui de la justice européenne. Aux côtés du secrétaire général du Conseil de l'Europe Alain Berset, le président ukrainien a paraphé un accord international inédit : **la création du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine**. L'objectif est de juger ceux qui, depuis le Kremlin, ont planifié et déclenché l'invasion. Le message est sans détour : « Chaque criminel de guerre doit savoir qu'il y aura justice, y compris pour la Russie », a lancé Zelensky dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe.

Une judiciarisation du conflit armé

Ce tribunal ad hoc, distinct de la Cour pénale internationale, **pourra juger les plus hauts responsables russes, même en leur absence**, en vertu de la compétence territoriale ukrainienne. Il respectera les standards européens : droits de la défense, impartialité, légalité. En toile de fond, c'est une offensive pour affirmer la légitimité du droit international face au rapport de force. « Sans responsabilité, il ne peut y avoir de paix durable pour l'Ukraine ni pour l'Europe », a rappelé le secrétaire général Alain Berset.

Cette initiative est devenu nécessaire devant la paralysie de la Cour pénale internationale, **incompétente pour poursuivre les ressortissants russes**, la puissance de l'Est n'ayant jamais ratifié le Traité de Rome qui fonde l'institution. De plus, elle ne peut statuer sur un dossier d'agression que sur la base d'une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Russie bloque l'action en tant que membre permanent.

Moscou ne reconnaît pas la légitimité de cette nouvelle instance

*Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a **affiché son indifférence**, affirmant que Moscou « ne réagira pas » à l'annonce de la création de ce tribunal spécial. Le ministère russe des Affaires étrangères a quant à lui qualifié l'initiative de « simulacre de justice » et averti que les décisions du futur tribunal seraient considérées comme « nulles et non avenues » sur le territoire russe.*

*Une trentaine d'États, membres et non membres du Conseil de l'Europe, appuient politiquement le projet, via un accord élargi. Selon les premières informations officielles, **le tribunal sera également installé à La Haye**, où plus de 34 000 cas de victimes ont déjà été enregistrés dans le registre des dommages.*

Frontières